

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 27–30 octobre 2008

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

**Point 8 de l'ordre du
jour**

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2008/8-B/2
3 octobre 2008
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT SRI LANKA 10756.0

**Aide alimentaire au service de la
consolidation de la paix et du redressement
dans les zones touchées par le conflit**

Nombre de bénéficiaires	1 175 000
Durée de l'intervention	24 mois (1 ^{er} janvier 2009–31 décembre 2010)
Quantité de produits alimentaires fournis par le PAM	135 575 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	81 782 753
Coût total pour le PAM	117 821 417

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, OMB*: M. A. Banbury tél.: 066513-2505

Attachée de liaison principale, Mme S. Izzi tél.: 066513-2207
OMB:

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Bangkok (Asie)



RESUME

Cette nouvelle intervention prolongée de secours et de redressement à Sri Lanka, qui couvrira la période 2009-2010, a pour objet de sauver des vies et de protéger les moyens de subsistance des populations vulnérables éprouvées par le conflit. Les bénéficiaires sont des personnes déplacées, des personnes déplacées qui sont rentrées chez elles et des victimes du conflit qui n'ont pas quitté leur foyer. Les groupes vulnérables des communautés avoisinantes sont également inclus pour garantir l'équité de l'aide, conformément au principe consistant à "ne pas nuire". Les besoins particuliers des enfants et des femmes seront pris en compte dans le cadre d'activités Vivres au profit de l'éducation et de programmes de santé et de nutrition maternelles et infantiles.

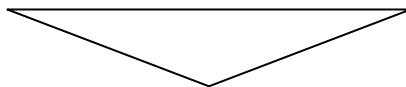
L'activité principale sera la distribution de secours alimentaires ciblés. Les activités de redressement, essentiellement Vivres contre travail et Vivres au profit de la formation, seront axées sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire des ménages. Toutes les activités seront mises en œuvre par l'entremise d'organismes gouvernementaux de contrepartie. Leur intégration dans les politiques nationales et leur articulation avec les actions du Gouvernement, notamment en matière d'alimentation scolaire et de supplémentation alimentaire, en assurera la pérennité. Cela facilitera également les stratégies de transfert des responsabilités, qui seront élaborées durant l'intervention.

Sri Lanka, un pays à faible revenu et à déficit vivrier, souffre des répercussions de la hausse des cours mondiaux des produits alimentaires et des carburants. Le PAM a récemment mené une enquête¹, qui montre que les ménages bénéficiant de son aide dépensent en moyenne 63 pour cent de leur revenu pour se nourrir et que plus de 90 pour cent des ménages déplacés et des ménages déplacés rentrés chez eux vivent en dessous du seuil de pauvreté établi par le Gouvernement. Compte tenu des taux élevés de malnutrition, en particulier dans les zones touchées par le conflit, et de la fréquence des catastrophes naturelles, la situation des populations concernées ne peut qu'aller se dégradant. Les évaluations réalisées par le PAM montrent qu'il est nécessaire de fournir une aide alimentaire dans ces zones et que les activités déjà en cours sont parvenues à assurer un apport nutritionnel adéquat et à freiner la progression de la malnutrition chez les bénéficiaires.

Toutes les activités prévues sont conformes aux plans du Gouvernement et au plan d'action humanitaire, aux objectifs du Millénaire pour le développement et aux nouveaux Objectifs stratégiques du PAM 1, 3, 4 et 5.

¹ Évaluation rapide du PAM, avril 2008.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil approuve l'IPSR Sri Lanka 10756.0 "Aide alimentaire au service de la consolidation de la paix et du redressement dans les zones touchées par le conflit" (WFP/EB.2/2008/8-B/2).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (WFP/EB.2/2008/15) publié à la fin de la session du Conseil.



ANALYSE DE LA SITUATION ET SCENARIOS

Contexte

1. Sri Lanka est un pays à faible revenu et à déficit vivrier où 25 ans de guerre civile ont eu des effets dévastateurs sur le développement socio-économique, aggravés par le tsunami de 2004. Quelque 23 pour cent de la population vit dans la pauvreté², avec des disparités importantes d'une région à l'autre. Les taux de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans sont élevés, en particulier dans les principales zones de conflit, dans le nord et l'est du pays, où 40 pour cent des enfants souffrent d'insuffisance pondérale, 31 pour cent de retard de croissance et 28 pour cent d'émaciation³.
2. La période "entre guerre et paix" qui a suivi le cessez-le feu conclu en 2002 entre le Gouvernement et les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) a pris fin lors de la dénonciation officielle par le Gouvernement de l'accord de cessez-le-feu, le 16 janvier 2008. Les hostilités sont fréquentes dans huit des 25 districts et dans les zones avoisinantes; en 2008, le conflit s'est déplacé vers le nord. À l'heure actuelle, on compte 200 000 personnes déplacées. D'autres groupes vulnérables, y compris 203 000 rapatriés, se battent pour reconstruire ou maintenir leurs moyens de subsistance dans leur lieu d'origine⁴.
3. La péninsule de Jaffna reste isolée à la suite de la clôture du principal axe nord-sud; toutes les marchandises doivent être transportées par mer et les exportations sont limitées, réduisant les possibilités d'activités locales de subsistance. La communication avec les districts du nord contrôlés par les LTTE est de plus en plus difficile; la fermeture par intermittence des lignes de défense avancées et la création d'un second poste de contrôle à Medawechchiya restreignent la circulation des personnes et des marchandises, une situation qui se répercute directement sur la sécurité alimentaire.
4. L'est du pays commence à se stabiliser, comme en témoignent le retour des personnes déplacées à l'intérieur de Sri Lanka - on ne compte plus que 21 000 personnes déplacées au nombre des bénéficiaires - et les récentes élections provinciales. Les problèmes sécuritaires n'ont cependant pas cessé et certaines zones ne sont pas ouvertes aux personnes déplacées qui souhaitent rentrer chez elles. La reprise des activités locales de subsistance est compromise par les restrictions imposées à la pêche et par les catastrophes naturelles, comme les inondations ou la sécheresse.
5. À Sri Lanka, les taux d'alphabétisation des hommes et des femmes sont similaires et les femmes sont bien représentées dans l'enseignement supérieur et les activités de protection sociale. Toutefois, au niveau familial, les divisions traditionnelles entre les sexes demeurent fortes.

² Département du recensement et de la statistique. Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages 2002/03, qui exclut la plupart des districts du nord et de l'est.

³ UNICEF, PAM et rapports du Département du recensement et de la statistique pour 2003, 2004, 2005, 2006 et 2007.

⁴ Les mesures de sécurité interdisent la pêche; les restrictions à la libre circulation empêchent les agriculteurs de se procurer des intrants ou d'avoir accès aux marchés; les journaliers ont perdu leurs moyens de subsistance, etc.



Situation de la sécurité alimentaire et de la nutrition

6. À Sri Lanka, les taux de dénutrition et de malnutrition chez l'enfant sont élevés: 22 pour cent des enfants souffrent d'insuffisance pondérale, 18 pour cent, d'un retard de croissance et 15 pour cent, d'émaciation⁵. Ces taux sont plus élevés dans le nord et l'est du pays, où sévit le conflit. La prise de poids moyenne durant la grossesse est inférieure à 7,5 kilogrammes et près de 30 pour cent des femmes sont sous-alimentées ou anémiques⁶. Un bébé sur cinq pèse moins de 2,5 kilogrammes à la naissance⁷. La carence en micronutriments la plus courante est la carence en fer, cause de l'anémie.
7. En mai 2007, lors d'une évaluation de la sécurité alimentaire, réalisée selon la méthodologie de la Classification intégrée par phases de la sécurité alimentaire et de la situation humanitaire (IPC), le PAM a recensé huit districts touchés par le conflit appelant une intervention prioritaire. Cette liste sera révisée en 2008: Jaffna, Kilinochchi, Mullaitivu et les zones de Vavuniya et de Mannar contrôlées par les LTTE sont en situation d'urgence humanitaire, le risque de détérioration de la situation étant jugé moyen; Batticaloa, Trincomalee et les zones de Vavuniya et de Mannar contrôlées par le Gouvernement sont en phase de crise aiguë en ce qui concerne la situation alimentaire et les moyens de subsistance, le risque de détérioration de la situation étant estimé moyen à élevé; et Ampara est en situation d'insécurité alimentaire chronique, avec un risque de détérioration de la situation jugé moyen⁸. Si le conflit s'apaisait, la sécurité alimentaire devrait s'améliorer peu à peu, mais les progrès ne devraient être que modestes au cours de la période d'exécution de la présente intervention de secours et de redressement (IPSR).
8. Les évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence réalisées par le PAM en octobre 2006 dans la zone de Vanni contrôlée par les LTTE, en novembre 2006 à Jaffna, en mai 2007 à Batticaloa et en juillet 2007 à Trincomalee signalent des effets similaires du conflit sur les personnes déplacées, les familles d'accueil et les ménages non déplacés; parce qu'elles ont perdu leurs moyens de subsistance, les personnes déplacées sont les plus vulnérables. Les agriculteurs, les pêcheurs, les journaliers et les petits négociants souffrent du volume réduit des récoltes, de la baisse de leur revenu, du manque d'accès aux marchés et de l'érosion de leur pouvoir d'achat. Ils ont dans une large mesure épuisé les stratégies traditionnelles de survie, notamment la réduction des portions servies aux repas, le recours à des aliments moins prisés et la vente ou la mise en gage de leurs biens; les familles recourent de plus en plus souvent à des pratiques préjudiciables, notamment en sautant des repas. Les premières cultures plantées par de nombreux ménages rentrés chez eux ont été détruites par des pluies non saisonnières. D'après les évaluations réalisées à Batticaloa en mai 2007 et à Trincomalee en juillet 2007, il apparaît nécessaire de poursuivre l'aide alimentaire de base jusqu'à ce que les ménages puissent reprendre leurs activités de subsistance.
9. La hausse des prix des produits alimentaires a entraîné une érosion supplémentaire du pouvoir d'achat des groupes vulnérables ciblés par le PAM, réduisant leur accès déjà limité à un régime de base équilibré. L'évaluation rapide réalisée par le PAM en avril 2008 des effets de la flambée des prix des produits alimentaires sur les bénéficiaires a montré que les prix des aliments de première nécessité avaient augmenté en un an dans une proportion

⁵ Enquête démographique et de santé 2006/07 (moyennes nationales). Dans l'Enquête 2000/01, ces chiffres étaient respectivement de 29, 14 et 14 pour cent.

⁶ Plan d'action national pour la nutrition, 2007.

⁷ Enquête démographique et de santé 2006/07.

⁸ Dans ses "Perspectives de récoltes et situation alimentaire" (juillet 2008), la FAO fait état d'une "grave insécurité alimentaire localisée" à Sri Lanka.



pouvant aller jusqu'à cent pour cent⁹; la concurrence accrue sur le marché international devrait encore pousser les prix à la hausse. Actuellement, les ménages dépensent en moyenne 63 pour cent de leur revenu pour se nourrir. Plus de 90 pour cent des personnes déplacées à Sri Lanka et des ménages rentrés chez eux, et 72 pour cent des bénéficiaires éprouvés sur le plan économique vivent en dessous du seuil de pauvreté, qui a été revu par le Gouvernement et fixé à 2 886 roupies sri-lankaises par personne et par mois (soit 26,76 dollars)¹⁰.

10. Dans bien des zones touchées par le conflit, les prix ont augmenté pour financer les coûts supplémentaires entraînés par le déchargement des marchandises pour inspection aux postes de contrôle et leur chargement sur un autre moyen de transport, les véhicules n'étant pas autorisés à traverser. Dans la péninsule isolée de Jaffna, les consommateurs doivent assumer les coûts supplémentaires des expéditions. La sécurité alimentaire à l'échelle des ménages va probablement se dégrader, entraînant une augmentation des taux de malnutrition.

Scénarios

11. Bien que toutes les parties prenantes souhaitent la paix, l'indication donnée par le Gouvernement selon laquelle le conflit serait terminé à la fin de 2008 semble optimiste. Dans bien des zones d'intervention, les infrastructures sociales locales se sont dégradées et il faudra du temps pour rétablir des services sociaux pérennes répondant aux besoins de la population locale; l'aide humanitaire aura donc un rôle à jouer au cours de la période de transition. Il faudra également du temps pour que les personnes déplacées rentrent chez elles et reprennent des activités régulières de subsistance. Le maintien de l'ordre public dans les zones du conflit, la bonne gouvernance et la protection seront des éléments cruciaux.
12. L'espace opérationnel reste limité compte tenu des problèmes d'accès, d'insécurité, de protection du personnel et de conception de l'impartialité qui rendent difficile la mise en oeuvre de programmes conformes aux Principes directeurs pour l'aide humanitaire et l'aide au développement à Sri Lanka, élaborés et signés par les organismes des Nations Unies et les donateurs, et entérinés par le Gouvernement.
13. À moyen terme, la hausse des prix des produits alimentaires va saper la sécurité alimentaire des ménages vulnérables, entraînant un grand nombre d'entre eux en dessous du seuil de pauvreté. Les communautés à risque vont continuer de subir inondations, sécheresse et glissements de terrain. Entre février et avril 2008, des pluies tardives ont réduit la principale récolte de *Maha* dans une proportion de 60 à 70 pour cent dans l'est du pays, où de nombreuses personnes déplacées avaient pris le chemin du retour¹¹. Le PAM a apporté son soutien à l'intervention mise en place par le Gouvernement en faveur de plus de 300 000 victimes des inondations dans le sud-ouest et le centre de l'île, en juin 2008.

⁹ Les prix du riz ont augmenté de 94 pour cent, passant de 327 à 633 dollars la tonne entre avril 2007 et avril 2008, et ceux des légumineuses de 806 à 1 490 dollars la tonne (soit 85 pour cent).

¹⁰ Mars 2008.

¹¹ FAO, mai 2008. Répercussions négatives des conditions climatiques sur la culture du riz et d'autres produits.



14. La situation va rester fluctuante dans les zones d'intervention de cette IPSR. Les ménages vulnérables vivront dans une précarité croissante en raison des chocs multiples qu'ils subissent et du peu de disponibilité des ressources nationales pour leur venir en aide. Au cours de la période 2009–2010, il sera donc nécessaire de poursuivre l'aide alimentaire pour lutter contre la faim et en atténuer les effets et pour aider à reconstituer les moyens de subsistance des populations dans les districts touchés par le conflit.

POLITIQUES, CAPACITES ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

15. La politique sri-lankaise de protection sociale englobe la lutte contre la pauvreté et l'aide alimentaire. La hausse des prix et l'inflation locale ont sapé les programmes d'assistance, qui fournissent désormais moins de trois dollars par personne et par mois. Pour faire face à la flambée des cours mondiaux des produits alimentaires, le Gouvernement a chargé un comité consultatif de l'intensification de la production alimentaire. Il a également créé un groupe de travail de haut niveau pour étudier les mesures de protection sociale et les filets de sécurité à mettre en place pour aider les ménages les plus durement touchés par la flambée des prix des produits alimentaires, mais ces derniers n'en verront pas les bienfaits à bref délai.
16. Le Gouvernement applique sa philosophie *Mahinda Chintanaya* du bien-être social, qui comprend des programmes d'alimentation scolaire et un appui nutritionnel, dont l'ampleur reste néanmoins limitée: l'alimentation scolaire ne vise que les élèves des deux premières années du primaire dans les écoles ciblées.
17. Le Gouvernement élabore des activités de reconstruction consécutives au conflit, telles que le Plan de relèvement de l'est du pays. Des initiatives similaires peuvent être attendues pour le nord du pays lorsque les combats cesseront, mais il est peu probable que les avantages s'en ressentent à brève échéance à l'échelle des ménages.

Politiques, capacités et actions des autres principaux intervenants

18. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Bureau international du travail (BIT) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) fournissent un appui aux moyens de subsistance, en particulier dans l'est; la situation ne permet pas pour l'instant de faire de même dans les zones de conflit du nord. Sri Lanka est l'un des 54 pays, dont 11 dans la région Asie-Pacifique, qui bénéficient d'une aide au titre de l'Initiative de la FAO contre la flambée des prix des denrées alimentaires, qui vient en aide à la production vivrière en apportant des intrants agricoles tels que semences et engrais. De grandes organisations non gouvernementales (ONG) internationales travaillent également à la reconstitution des moyens de subsistance. Le PAM collabore avec ces organismes pour ce qui est du ciblage et de la coordination des activités.
19. Des ONG internationales et locales, y compris Zuid Ost Azie (Asie du Sud-Est, une ONG néerlandaise), le Conseil danois pour les réfugiés, Caritas, Catholic Relief Services et l'organisation allemande Agro Action (AAA) exécutent des programmes complémentaires, en fournissant des produits alimentaires supplémentaires pour les bénéficiaires déplacés, en particulier dans les centres sociaux.



20. Le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) travaillent ensemble dans le secteur de la nutrition et viennent de lancer une enquête conjointe sur la nutrition à l'échelle de tout le pays.
21. La Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, la Commission européenne et d'autres institutions financières mènent d'importantes activités d'appui au redressement et au développement dans l'est de Sri Lanka, dont les effets mettront du temps à être ressentis à l'échelle des ménages.

Activités de coordination

22. Au niveau national, le Comité consultatif des affaires humanitaires est le principal dispositif de coordination entre les intervenants extérieurs et le Gouvernement. Il est coprésidé par de hauts responsables du Gouvernement auxquels se joignent des représentants des donateurs, des organismes des Nations Unies et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Les Nations Unies coordonnent, par le biais des réunions de leur équipe de pays, les activités de l'équipe de coordination du dispositif de sécurité, de celle chargée de la gestion des opérations et du groupe chargé des opérations du programme. Le Comité permanent interorganisations regroupe des représentants des donateurs et des ONG.
23. Au niveau local, les principaux moyens de coordination entre les Nations Unies et les ONG sont les réunions de l'équipe de coordination du dispositif de sécurité de la zone et les réunions dirigées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires.
24. Le PAM préside les réunions mensuelles de coordination concernant l'aide alimentaire et l'appui logistique au niveau du pays et des districts, réunions qui permettent d'éviter le chevauchement des activités; par exemple, les zones ciblées par la Croix-Rouge pour des activités de transfert monétaire ne bénéficient pas des distributions de secours ciblés du PAM.
25. Les activités de cette IPSR devraient être conformes au Plan d'action humanitaire commun de 2009 pour Sri Lanka. Quant au projet de développement 10607.0, il est en cohérence avec la stratégie de pays des Nations Unies et avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD).

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

26. Cette IPSR vise à atténuer la faim, à protéger et à renforcer les moyens de subsistance et à accroître les capacités du Gouvernement de s'attaquer aux problèmes liés à la faim. Les effets directs escomptés sont conformes aux Objectifs stratégiques du PAM 1, 3, 4 et 5¹²:
- satisfaire les besoins énergétiques des populations vulnérables ciblées qui ont été déplacées et/ou éprouvées sur le plan économique par la résurgence du conflit;
 - améliorer ou maintenir l'état nutritionnel des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants de moins de 5 ans;

¹² Objectif stratégique 1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; Objectif stratégique 3 – Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition; Objectif stratégique 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition; et Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux.



- développer le capital humain des familles vulnérables ciblées grâce à leur participation aux activités éducatives;
- aider les populations vulnérables ciblées déplacées ou éprouvées sur le plan économique par le conflit à se constituer des moyens de subsistance et/ou à les protéger; et
- renforcer les capacités de gestion des programmes d'aide alimentaire des organismes gouvernementaux de contrepartie.

STRATEGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'aide fournie jusqu'à présent à l'appui de la sécurité alimentaire

27. D'après les évaluations de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence, le PAM a assuré la sécurité alimentaire des ménages déplacés et des ménages déplacés rentrés chez eux. La consommation alimentaire, calculée par rapport au nombre et à la diversité des repas, est adéquate et les taux de malnutrition des populations bénéficiaires sont restés stables, alors qu'ils ont augmenté chez les ménages touchés par le conflit sans bénéficier d'aucune aide¹³.
28. L'aide humanitaire a certes été perturbée dans le nord par les restrictions imposées au transport, mais les forces de sécurité laissent passer les camions du PAM si des scellés y ont été apposés par l'armée sri-lankaise aux points de chargement.
29. L'achat local de riz par le PAM dans les zones contrôlées par les LTTE a contribué à créer un marché local pour la production excédentaire, stimulant les activités locales de subsistance des communautés agricoles. L'économie locale a également bénéficié de l'achat local de farine ou de l'échange du blé donné en nature.

Grandes lignes de la stratégie

30. Dans le cadre de cette IPSR, le PAM entend assurer la sécurité alimentaire des ménages vivant dans les districts touchés par le conflit, moyennant des activités de secours (aide alimentaire ciblée), des activités de redressement (Vivres contre travail (VCT) et Vivres au profit de la formation (VPF)) et des activités servant de filet de sécurité pour les groupes particulièrement vulnérables, notamment les femmes enceintes et mères allaitantes, les nourrissons et les enfants scolarisés. La rapidité de réaction face à des besoins supplémentaires et le renforcement de la capacité des partenaires locaux sont des domaines interdépendants. Pour compléter les interventions du Gouvernement en cas de catastrophe naturelle, en particulier d'inondations non saisonnières, le PAM utilisera les réserves dont il dispose déjà dans le pays.
31. **Activités de secours:** la distribution de secours alimentaires ciblés aidera les ménages déplacés et les familles rentrées chez elles, lesquelles recevront six mois de ration. Les groupes gravement éprouvés par le conflit sur le plan économique seront également ciblés; il s'agit des ménages vivant de la pêche - une activité compromise par les restrictions sécuritaires -, des ménages ne comptant qu'un seul chef de famille, des handicapés et des personnes âgées. Chaque ménage recevra une ration mensuelle d'aliments de première

¹³ Enquête démographique et de santé 2006/07 et données de l'UNICEF.



nécessité représentant 1 900 kcal par personne et par jour¹⁴, compte tenu des autres sources de nourriture; en effet, les activités de suivi menées par le PAM montrent que la quasi-totalité des ménages obtiennent un peu de nourriture par leurs propres moyens et/ou reçoivent une aide alimentaire complémentaire d'ONG. Pour que cette activité puisse être pleinement mise en œuvre, il faudra continuer de s'appuyer sur l'opération spéciale du PAM 10539.0 "Augmentation de la capacité de planification préalable dans le domaine de la logistique".

32. **Activités de redressement:** les activités VCT contribueront à reconstituer et à reconstruire les moyens de subsistance grâce à la création et la remise en état des infrastructures permettant d'accroître la production vivrière, notamment les systèmes d'irrigation et de drainage, et grâce à des programmes de relance des activités de subsistance. Elles aideront les ménages sans pour autant créer de dépendance et atténueront les effets préjudiciables de la hausse des prix, des catastrophes naturelles et des chocs climatiques. Chaque projet VCT est encouragé à se doter d'un comité de contrôle composé à égalité d'hommes et de femmes.
33. **Activités servant de filet de sécurité:** dans le cadre des activités de santé et de nutrition maternelles et infantiles (SNMI) menées dans les dispensaires, il sera distribué à la totalité des bénéficiaires ciblés - enfants de 6 à 24 mois, des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants de 25 à 59 mois souffrant de malnutrition¹⁵ - une ration mensuelle à emporter d'aliments composés enrichis, d'huile et de sucre. La distribution d'une aide alimentaire accompagnée d'une éducation et d'un suivi nutritionnels est importante pour améliorer l'état nutritionnel à long terme. Cette activité englobera la plupart des divisions administratives des districts touchés par le conflit et, en 2009 également, certaines divisions frontalières dans les districts avoisinants. Au fur et à mesure que le Gouvernement développera la production de son propre aliment composé enrichi (*Thripasha*) dans le cadre de la collaboration du PAM avec le Ministère de la santé, la responsabilité de la distribution des aliments enrichis sera transférée au Gouvernement. Le PAM fournit une ration alimentaire incitative pour les agents de santé volontaires dans les zones où le personnel est insuffisant.
34. Dans le cadre des activités Vivres au profit de l'éducation (VPE), un repas cuisiné sera servi à tous les élèves du primaire dans les écoles sélectionnées des zones de conflit. Ces activités contribueront à assurer la fréquentation scolaire, à améliorer l'apprentissage et à lutter contre la faim immédiate, tout en servant de filet de sécurité pour les enfants des ménages qui ne mangent pas à leur faim chez eux. Le PAM fournit une petite ration alimentaire aux cuisiniers volontaires, qui sont pour la plupart des parents d'élèves.
35. **Questions intersectorielles:** le PAM continuera à renforcer la capacité de ses partenaires gouvernementaux nationaux et locaux pour qu'ils puissent eux-mêmes mettre en œuvre des programmes d'aide alimentaire. Les activités engloberont la formation et l'accompagnement en cours d'emploi, notamment pour élaborer ensemble les outils des programmes, assurer un suivi commun, préparer conjointement les rapports et autres documents et prévoir des représentants des organismes gouvernementaux de contrepartie lors des visites des donateurs. Le PAM a fourni des biens d'équipement, notamment du matériel informatique, des photocopieuses et des motocyclettes, pour renforcer la capacité de communication de l'information et de suivi au niveau local. Des initiatives similaires lancées à l'échelon national et à celui des provinces ont permis de rédiger les mandats, les

¹⁴ Cette ration pourrait évoluer en fonction des ressources disponibles.

¹⁵ On considère qu'un enfant souffre de malnutrition dès lors que l'insuffisance pondérale est inférieure à -3 écarts-type.



directives relatives à l'obligation de rendre des comptes etc. Le développement des capacités concernera tous les aspects de la programmation et de la logistique.

36. En raison de l'envolée des cours mondiaux du riz, qui continue à être produit dans nombre de zones touchées par le conflit, et pour stimuler la production locale en créant une demande sur le marché, le PAM étudiera s'il est envisageable de lancer des programmes supplémentaires de transferts monétaires ou, conformément à l'initiative "Achats au service du progrès", de bons d'alimentation correspondant à une ration de riz. Le PAM et les organismes gouvernementaux de contrepartie examineront également s'il est possible d'introduire un système de bons d'alimentation au service de l'éducation pour que les écoles puissent acheter les aliments, un pas vers la fusion des programmes du PAM et des activités VPE du Gouvernement.
37. Le PAM et les organismes gouvernementaux de contrepartie s'emploient à améliorer l'obligation de rendre des comptes et la transparence. Des évaluations indépendantes ont constaté que le ciblage était satisfaisant, l'égalité d'accès des groupes de bénéficiaires à l'aide du PAM étant assurée¹⁶. En application des Engagements renforcés du PAM en faveur des femmes, les cartes d'alimentation sont établies au nom des femmes, y compris en tant que chef de famille. Les activités VCT et VPF qui ciblent les femmes ont donné de très bons résultats.

Stratégie de transfert des responsabilités

38. Toutes les activités s'inscrivent dans le cadre des politiques et grandes orientations nationales, et le PAM et le Gouvernement travaillent ensemble sur les modalités du transfert des activités.
39. Dans la nouvelle IPSR, les personnes déplacées rentrées chez elles recevront six mois de ration, avant que le Gouvernement ne les prenne lui-même en charge. La date de la distribution des rations variera en fonction de la campagne agricole.
40. Le PAM a commencé à développer la capacité locale de production et de distribution de *Thripasha* pour que l'ensemble des bénéficiaires en reçoivent dans tout le pays. Il ne sera alors plus nécessaire d'importer de mélange maïs-soja et le Gouvernement sera à même d'assumer les besoins de la totalité des bénéficiaires.
41. Dans l'IPSR en cours¹⁷, les activités VPE du PAM sont étroitement harmonisées avec le programme d'alimentation scolaire du Gouvernement, afin de faciliter à terme le transfert par fusion des deux programmes. Tout au long de 2008, le Gouvernement s'est progressivement chargé de l'alimentation scolaire dans 44 écoles dans les districts de Galle et de Matara, où le PAM avait lancé des activités à la suite du tsunami.
42. Actuellement, toutes les activités VCT font appel à des partenariats avec les communautés et les services des collectivités locales, qui assurent l'entretien des infrastructures. Le Gouvernement contribue au financement en achetant des articles non alimentaires. De nombreux programmes VCT appuient les activités du Service du développement agricole en vue d'améliorer la production locale, réduisant ainsi la nécessité d'une aide du PAM.

¹⁶ IFPRI. 2006. "An Assessment of the Effects of the Cash Transfer Pilot Project on Household Consumption Patterns in Tsunami Affected Areas of Sri Lanka". Washington D.C. (Une évaluation des effets des projets expérimentaux de transferts monétaires sur la structure de la consommation des ménages dans les zones frappées par le tsunami à Sri Lanka).

¹⁷ IPSR Sri Lanka 10067.1 "Aide aux groupes vulnérables pour le rétablissement de la paix dans les zones touchées par le conflit et le tsunami".



BENEFICIAIRES ET CIBLAGE

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES						
Bénéficiaires	2009			2010		
	Hommes/ Garçons	Femmes/ Filles	Total prévu	Hommes/ Garçons	Femmes/ Filles	Total prévu
Distribution ciblée de secours alimentaires: personnes déplacées ou autrement éprouvées par le conflit						
Personnes déplacées	100 000	100 000	200 000	25 000	25 000	50 000
Autres personnes victimes du conflit, de catastrophes ou de la situation économique	116 500	116 500	233 000	116 500	116 500	233 000
SNMI						
Femmes enceintes et mères allaitantes		72 000	72 000		56 000	56 000
Enfants de 6 à 59 mois	76 500	76 500	153 000	59 500	59 500	119 000
Activités VPE						
Enfants scolarisés	172 000	172 000	344 000	137 500	137 500	275 000
Activités VCT et VPF						
Bénéficiaires des activités VCT	77 750	77 750	155 500	57 638	57 638	115 276
Bénéficiaires des activités VPF	8 750	8 750	17 500	6 250	6 250	12 500
Total			1 175 000			860 776

43. Le ciblage évitera d'aggraver les tensions entre les communautés bénéficiaires et les autres. L'accent sera mis sur les huit districts du nord et de l'est touchés par le conflit ainsi que sur les divisions frontalières des cinq districts avoisinants (Anuradhapura, Hambantota, Polanaruwa, Monaragala et Puttalam). La présente IPSR prend ainsi en compte l'impact global du conflit et prévoit de fournir une aide égale aux diverses communautés, conformément au principe consistant à "ne pas nuire". Une bonne part de la population vit dans un environnement peu sûr où les combats, les bombardements et/ou les pilonnages sont fréquents. La plupart des zones de l'IPSR sont rurales et la majorité des ménages ciblés sont des familles d'agriculteurs ou de pêcheurs, de journaliers ou de petits commerçants. Les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes continueront de bénéficier de programmes adaptés à leurs besoins propres.

ASPECTS NUTRITIONNELS ET RATIONS

44. Les rations fournies par le PAM tiennent compte de la diversité des modes de consommation et des préférences dans les différentes régions, par exemple en incluant du riz rouge au nord et du riz blanc à l'est. La plupart des ménages n'ont pas plus d'une semaine de réserves alimentaires et s'efforcent généralement de nourrir en priorité les jeunes enfants. Un puits foré fournit habituellement l'eau de boisson; seuls les ménages urbains ont accès à l'eau courante. La quasi-totalité des ménages disposent d'ustensiles de cuisine essentiels. Le bois est le principal combustible servant à cuisiner en milieu rural.
45. La ration actuellement distribuée dans le cadre des activités de secours ciblés est composée d'aliments secs acceptables culturellement, complétés par des aliments fournis par d'autres organisations. Le suivi assuré par le PAM montre que les bénéficiaires en sont satisfaits. Les rations distribuées dans le cadre des activités SNMI et VPE ont été modifiées pendant l'IPSR en cours de façon à être mieux acceptées; celle distribuée dans le cadre des activités SNMI contient maintenant de l'huile et du sucre et celle des activités VPE ne contient plus de mélange maïs-soja parce que les enfants préfèrent le riz et le dhal. Le Gouvernement fournit des produits frais pour compléter les rations VPE du PAM.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES, PAR TYPE D'ACTIVITÉ									
	Riz	Farine de blé	Dhal	Huile	Sucre	Mélange maïs-soja	Valeur énergétique (kcal)	Pourcentage de la valeur énergétique fournie par les protéines (%)	Pourcentage de la valeur énergétique fournie par les matières grasses (%)
	<i>(grammes par personne par jour)</i>								
Distribution de secours ciblés	200	200	60	20	20	-	1 900	11	12
SNMI	-	-	-	15	10	100	570	13	33
VPE	100	-	20	10	-	-	520	10	19
VCT/VPF, y compris pour les volontaires des activités VPE et SNMI	250	250	60	-	20	-	2 100	12	2

Source: NutVal 2006 Optima



MODALITES D'EXECUTION

46. En 2007 et en 2008, la mise en oeuvre des activités par les organismes gouvernementaux de contrepartie s'est améliorée. Le ciblage des bénéficiaires est satisfaisant et l'adoption de mécanismes communs de demande d'expédition et d'allocation des produits alimentaires a amélioré la livraison des vivres. L'exécution du programme par l'entremise du Gouvernement facilite l'accès du PAM aux zones sensibles et contribue à instaurer la confiance entre les pouvoirs publics, les forces de sécurité et le PAM.
47. Au niveau national, la responsabilité globale de la coordination et de la gestion de la nouvelle IPSR sera assumée par le Ministère de la construction nationale et du développement des infrastructures immobilières. Le chef de projet et l'unité centrale de gestion assureront l'administration au jour le jour. Dans chaque district, l'exécution relèvera du plus haut représentant du Gouvernement, avec l'appui de l'unité de gestion au niveau du district.
48. Les distributions se feront par le biais de dispositifs préalablement testés, en recourant à des coopératives polyvalentes pour les activités de secours et les activités VCT/VPF; pour ce qui est des activités VPE et SNMI, l'aide sera directement distribuée aux écoles et aux dispensaires.
49. À l'heure actuelle, la contribution du Gouvernement finance les dépenses de logistique afférentes aux programmes SNMI, VPE et VCT/VPF, le fonds "vert" pour les légumes frais et les condiments destinés à l'alimentation scolaire et le fonds structurel pour les apports non alimentaires et techniques destinés aux activités VCT, ainsi que ses propres coûts de personnel, d'administration et autres frais d'exécution. Pour obtenir de meilleurs résultats, le PAM procédera aux améliorations suivantes:
 - *Ministères chargés de l'exécution:* le PAM a travaillé avec le Ministère de la construction nationale et du développement des infrastructures immobilières pour que tous les aspects techniques des programmes soient pris en charge par les ministères compétents, l'idée étant d'aligner au plus près les programmes SNMI, VPE et VCT sur la politique nationale, d'améliorer la supervision technique et de faciliter les stratégies de retrait le moment venu.
 - *Développement des capacités:* la formation et l'équipement des organismes nationaux et locaux de contrepartie sont essentiels pour que le PAM puisse passer le relais au Gouvernement. Le renforcement des capacités suppose un partenariat continu avec l'unité centrale de gestion du projet et celles des districts, outre des activités spécifiques telles que le partenariat avec le Ministère de la santé pour la production de *Thripasha*. Ces activités devront régulièrement faire l'objet d'évaluations et de révisions.
 - *Sensibilisation et coordination:* le PAM restera le chef de file du volet alimentaire et utilisera l'information ainsi obtenue pour sensibiliser le Gouvernement, les donateurs et les autres parties prenantes. Il travaillera avec le Gouvernement pour élaborer des ripostes à la flambée des cours mondiaux des produits alimentaires afin d'en atténuer l'impact sur les populations pauvres.

50. **Appui de l'opération spéciale:** le succès de l'IPSR, en particulier dans le nord, dépendra de la poursuite du soutien logistique apporté dans le cadre de l'opération spéciale, qui assure une bonne part des livraisons dans les districts du nord. Les camions de l'opération spéciale sont en effet autorisés à passer certains postes de contrôle sans être inspectés si les scellés y ont été apposés par les autorités militaires, ce qui facilite la circulation des produits alimentaires dans les zones qui seraient sans cela quasiment inaccessibles aux transporteurs privés utilisés par le Gouvernement.
51. **Environnement:** les activités VCT prévoient des mesures de prévention et d'atténuation des catastrophes qui contribueront à la stabilisation de l'environnement, par exemple la plantation d'arbres et la protection contre les eaux de crue et l'eau salée.
52. **Participation:** la présente IPSR a été élaborée après consultation des partenaires, y compris du Gouvernement, des donateurs et des organisations de la société civile. Les informations recueillies auprès des bénéficiaires dans le cadre des groupes de concertation et des activités de suivi de l'IPSR en cours ont montré que les bénéficiaires étaient dans une large mesure d'accord avec les activités et en étaient satisfaits.
53. **Sûreté et sécurité:** en dépit de la situation globale dans le pays, les taux de criminalité sont faibles. Les distributions se font à proximité du lieu de résidence des ménages bénéficiaires. Dans les cas où les réserves alimentaires des ménages sont exposées à des menaces sécuritaires, le PAM distribue des rations toutes les deux semaines de façon à limiter les stocks familiaux.
54. **Dispositions logistiques:** le PAM achètera localement 25 pour cent des produits alimentaires destinés à la présente intervention, y compris la plupart du riz et de la farine. Tous les aliments importés entrent dans le pays à Colombo. Le blé donné en nature sera déchargé directement à la minoterie de Trincomalee. Le riz sera en général livré directement aux entrepôts des districts par les fournisseurs et il faudra aller chercher la farine à Trincomalee.
55. Les aliments seront stockés dans les entrepôts d'État, au niveau national et à l'échelon des districts, et dans les pôles logistiques du PAM, à Vavuniya, Jaffna, Trincomalee et Colombo. À l'intérieur du pays, 75 pour cent du transport se fait par la route, en général dans des camions d'entreprises privées travaillant pour le compte du Ministère de la construction nationale et du développement des infrastructures immobilières et/ou des camions du PAM, 3 pour cent par chemin de fer et 22 pour cent par mer, principalement à destination de Jaffna. À partir des entrepôts de district, les produits sont tous transportés par la route, sauf pour ce qui est des petites quantités distribuées dans les îles autour de Jaffna.
56. **Coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM):** le Gouvernement financera les coûts de TTEM pour les activités VPE, SNMI et VCT/VPF tandis que le PAM assumera les coûts de TTEM pour les distributions de secours alimentaires ciblés. Le taux couvre certains coûts de TTEM et de distribution qui ne sont pas financés par l'Opération spéciale. Le Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits (COMPAS) suit tous les produits alimentaires de la présente IPSR. Les données sont saisies au niveau des districts pour regroupement, rapprochement et analyse à Colombo.
57. **Achats:** sous réserve que les récoltes le permettent et qu'il soit possible de stimuler la diversification des cultures, le PAM pourrait acheter des quantités plus importantes de produits dans le pays. L'utilisation de bons d'alimentation dans le cadre des activités VPE pourrait stimuler les ventes locales de riz.

SUIVI DES RESULTATS

58. Tant le PAM que les organismes gouvernementaux de contrepartie s'assureront du bon déroulement de l'IPSR lors des distributions et des étapes ultérieures. Le suivi direct des bénéficiaires sera effectué aux points de distribution - coopératives polyvalentes, écoles et dispensaires - en utilisant les outils convenus. Le suivi assuré par les groupes de concertation et les principaux informateurs garantira une remontée plus large de l'information. Les bureaux auxiliaires du PAM disposeront de valeurs cibles et présenteront des rapports mensuels de suivi qui seront regroupés par le bureau de pays avant d'être analysés par les responsables des activités. Ce processus sera facilité par l'utilisation de la base de données récemment installée dans les bureaux auxiliaires. Les résultats globaux de l'IPSR devraient être évalués par une instance extérieure en 2010 de manière à informer les futures décisions en matière de programmation.
59. Les efforts déployés par le PAM pour renforcer la capacité de suivi des organismes gouvernementaux de contrepartie comprendront des activités de formation, la fourniture de motocyclettes et des visites conjointes de suivi. La plupart des activités feront l'objet d'un examen annuel pour passer en revue les stratégies de suivi, les outils et les résultats, et si nécessaire les réviser.

ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS D'URGENCE

Évaluation des risques

60. Une recrudescence du conflit constituerait un risque majeur pour l'exécution de l'IPSR. En effet, si le personnel du PAM avait un accès limité aux populations, il serait obligé de diminuer le volume de ses livraisons, la fréquence de ses distributions et le nombre de ses activités de suivi, ce qui risquerait de politiser l'aide alimentaire et d'avoir un effet préjudiciable sur le bien-être et l'état nutritionnel des communautés vulnérables.
61. Si la hausse des prix des produits alimentaires et des carburants entraînait un déficit de ressources, la filière d'approvisionnement pourrait être interrompue et les rations seraient alors réduites ou deviendraient incomplètes, aggravant l'état de privation et de malnutrition des ménages ciblés.
62. Si les craintes de ne pouvoir limiter la couverture géographique en 2010 se concrétisaient, on ne pourrait plus envisager de réduire comme prévu l'envergure de l'intervention.
63. Le Bureau de pays veillera à ce que les achats locaux ne nuisent pas à la disponibilité des produits alimentaires sur les marchés locaux.

Planification des interventions d'urgence

64. Le PAM fait partie du groupe interorganisations des Nations Unies qui surveille la situation et planifie les mesures d'urgence. Le PAM publie des bulletins concernant la sécurité alimentaire sur la péninsule de Jaffna et dans le district de Vanni contrôlé par les LTTE, en y incluant des déclencheurs d'alerte précoce liés à l'évolution de la sécurité alimentaire.

65. L'Opération spéciale concernant la logistique est indispensable au dispositif d'urgence de cette IPSR afin d'assurer le transport des vivres dans toutes les zones. Les pôles logistiques disposent d'installations de stockage suffisantes pour les réserves d'urgence déjà constituées, permettant d'intervenir rapidement en cas de crise et de disposer de stocks régulateurs suffisants pour couvrir les périodes durant lesquelles l'accès est impossible.
66. Le plan d'intervention en cas d'urgence prévoit également les interventions en cas de catastrophes soudaines. Le plus gros problème posé par la planification préalable est le manque de ressources et donc le manque de réserves suffisantes de produits alimentaires.

MESURES DE SECURITE

67. Bien que les affrontements directs entre forces gouvernementales et LTTE se soient multipliés et que le conflit ait pris de l'ampleur, le PAM ne risque guère d'être pris pour cible. Il a cependant mis en œuvre toutes les mesures de précaution préconisées par les Nations Unies en matière de sécurité: marquage des bureaux et des véhicules du PAM, mise en place de mesures de communication, protection des bâtiments ou du personnel avec, par exemple, des films anti-éclats et des tenues de protection pour ne citer que quelques exemples; il maintient par ailleurs une bonne communication avec les forces de sécurité.
68. À Sri Lanka, le risque d'accidents de la circulation est élevé. Le PAM veille au bon entretien de tous les véhicules et s'assure que ses chauffeurs sont bien formés et respectent les règles de sécurité.
69. La hausse des prix rendant la vie plus difficile, en particulier pour les populations les plus pauvres, la criminalité risque de progresser. Le PAM applique les normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS), les normes minimales de sécurité opérationnelle dans les bâtiments d'habitation (MORSS) et les normes minimales de sécurité des télécommunications (MISTS).
70. Le nord et l'est de Sri Lanka sont classés en phase III (réinstallation), sauf Vanni, qui est en phase IV (opérations d'urgence). Le reste du pays est classé en phase I (mesures de précaution).

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION			
	Quantité (en tonnes)	Coût moyen par tonne (en dollars)	Valeur (en dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires ¹			
— Riz	51 191	696	35 648 250
— Farine de blé	9 021	481	4 335 500
— Blé	36 960	338	12 496 904
— Légumes secs	13 742	619	8 503 137
— Sucre	5 104	506	2 582 624
— Mélange maïs-soja	13 096	628	8 227 955
— Huile	6 461	1 546	9 988 383
Total, produits alimentaires	135 575		81 782 753
Transport extérieur			13 150 692
Transport terrestre			1 547 119
Transport intérieur, entreposage et manutention (TIEM)			1 721 369
Total, TTEM			3 268 488
Autres coûts opérationnels directs			660 950
A. Total, coûts opérationnels directs			98 862 883
B. Coûts d'appui directs (CAD)² (voir l'annexe I-B)			11 250 591
C. Coûts d'appui indirects (CAI) (7,0 pour cent)³			7 707 943
COÛT TOTAL POUR LE PAM			117 821 417

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.



ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECT (<i>en dollars</i>)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	5 168 100
Administrateurs recrutés au plan national	406 311
Personnel des services généraux recrutés au plan national	410 314
Personnel temporaire	1 273 349
Heures supplémentaires	26 068
Primes	490 784
Consultants internationaux	100 000
Volontaires des Nations Unies	330 000
Voyages officiels du personnel	520 287
Formation et perfectionnement du personnel	90 000
Total partiel	8 815 213
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	360 000
Charges (électricité, etc.)	176 183
Fournitures de bureau	136 058
Technologies de l'information et des communications	437 241
Assurances	52 500
Réparation et entretien du matériel	87 917
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	409 500
Autres dépenses de bureau	546 859
Total partiel	2 206 258
Matériel et autres dépenses fixes	
Mobilier, outils et matériel	40 000
Véhicules	89 120
Équipement (télécommunications et informatique)	100 000
Total partiel	229 120
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	11 250 591



ANNEXE II – CADRE LOGIQUE		
Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence		
Effet direct 1 Satisfaire les besoins énergétiques des populations vulnérables ciblées qui ont été déplacées et/ou éprouvées sur le plan économique par la résurgence du conflit	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de bénéficiaires ciblés dont la consommation calorifique quotidienne est adéquate (apport journalier recommandé) 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'accessibilité des zones d'intervention et des populations vulnérables est garantie ➤ La situation sécuritaire dans les zones d'intervention permet l'exécution des activités
Objectif stratégique 4 – Réduire la faim chronique et la dénutrition		
Effet direct 2 Améliorer ou maintenir l'état nutritionnel des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants de moins de 5 ans	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans ➤ Prise de poids suffisante des femmes enceintes ➤ Pourcentage de bébés dont le poids de naissance est faible 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Il existe des dispensaires opérationnels, dotés de personnel et d'autres ressources ➤ La qualité des vivres fournis par le PAM est acceptable et correspond aux normes préconisées ➤ La population peut se rendre dans les dispensaires
Objectif stratégique 3 – Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition		
Effet direct 3 Développer le capital humain des familles vulnérables ciblées en les faisant participer à des activités éducatives	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Effectifs scolarisés: taux annuel de variation du nombre moyen d'enfants inscrits dans les écoles bénéficiant d'une aide du PAM. ➤ Taux de fréquentation: pourcentage de jours de présence des élèves inscrits dans les écoles bénéficiant d'une aide du PAM. ➤ Ratio garçons/filles: proportion de filles et de garçons dans les écoles bénéficiant d'une aide du PAM 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'accessibilité des zones d'intervention et des populations vulnérables est garantie ➤ La situation sécuritaire dans les zones d'intervention permet l'exécution efficace des activités ➤ Des apports complémentaires sont fournis par le Gouvernement et les autres partenaires ➤ Les écoles disposent d'enseignants et de matériel pédagogique ➤ Les enfants peuvent se rendre à l'école sans difficulté ➤ Les produits alimentaires sont disponibles dans le pays en temps opportun ➤ La filière de produits fonctionne

ANNEXE II – CADRE LOGIQUE		
Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p><i>Produits requis pour obtenir les effets directs 1 à 3:</i> Fourniture aux bénéficiaires ciblés de produits alimentaires et d'articles non alimentaires suffisants en termes de quantité et de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre réel de bénéficiaires recevant des secours alimentaires, ventilé par sexe, en pourcentage du nombre de bénéficiaires prévu ➤ Nombre d'enfants de moins de 5 ans recevant une aide alimentaire, ventilé par sexe, en pourcentage du nombre de bénéficiaires prévu ➤ Nombre de femmes enceintes et de mères allaitantes recevant une aide alimentaire, en pourcentage du nombre de bénéficiaires prévu ➤ Nombre de filles et de garçons de l'enseignement élémentaire recevant une aide alimentaire, en pourcentage du nombre de bénéficiaires prévu ➤ Quantités effectives de produits alimentaires distribués aux bénéficiaires ciblés, par groupe de bénéficiaires et type de produit, en pourcentage des quantités prévues ➤ Quantités effectives d'articles non alimentaires distribués, par type d'activités et par type de produits, en pourcentage des quantités prévues 	
<p>Effet direct 4 Aider les populations vulnérables à se constituer des moyens de subsistance et/ou à les protéger</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de ménages ciblés faisant état d'un accroissement de leur revenu ou de leur production 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les compétences techniques requises pour les activités VCT/Vivres pour la création d'avoirs/VPF ➤ Des apports complémentaires sont fournis par le Gouvernement et les autres partenaires
<p><i>Produit 4.1</i> Distribution aux ménages bénéficiaires ciblés de produits alimentaires et d'articles non alimentaires suffisants en termes de quantité et de qualité par le biais d'activités leur permettant de reconstituer leurs moyens de subsistance (VCT/VCA/VPF)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires effectifs recevant une aide alimentaire, ventilé par sexe, en pourcentage du nombre de bénéficiaires prévu ➤ Quantités effectives (en tonnes) de produits alimentaires distribués aux bénéficiaires ciblés, par groupe de bénéficiaires et type de produit, en pourcentage des quantités prévues ➤ Nombre d'avoirs créés, par type ➤ Nombre de personnes formées ➤ Nombre de formations achevées, par type 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La filière de produits fonctionne

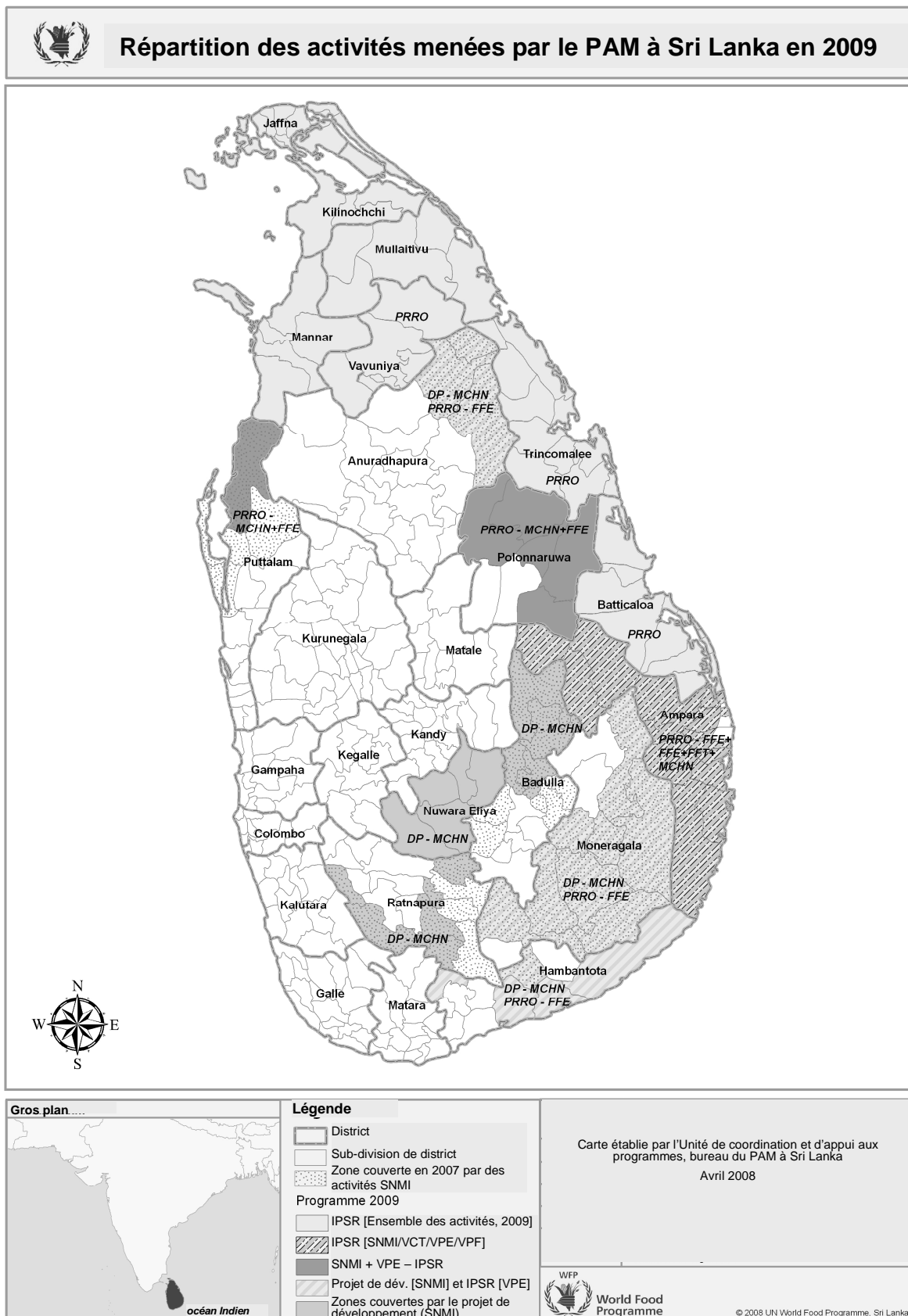


ANNEXE II – CADRE LOGIQUE

Chaîne des résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 5 – Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux		
Effet direct 5 Renforcer la capacité de gestion des programmes d'aide alimentaire des organismes gouvernementaux de contrepartie	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de rapports sur les distributions reçus à temps ➤ Qualité des rapports reçus ➤ Proportion de produits alimentaires expédiés dans les districts par rapport à la quantité de produits dont l'expédition avait été demandée par les districts ➤ Rapidité des expéditions locales 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les ministères de contrepartie, les services chargés de l'exécution et les collectivités locales sont engagés dans des actions de renforcement des capacités avec le PAM ➤ Des fonds publics sont alloués au développement des compétences du personnel et à l'exécution d'activités menées conjointement avec le PAM ➤ Le Gouvernement est prêt à expédier des produits alimentaires de manière impartiale et opportune
<i>Produit 5.1</i> Activités de renforcement des capacités, notamment de formation, à l'intention du personnel gouvernemental au niveau central et à celui des districts et des villages	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de secteurs de services techniques et de coopération concernés ➤ Nombre de membres du personnel de contrepartie ayant reçu une formation ➤ Types et quantité de matériel fourni ➤ Nombre d'activités de renforcement des capacités menées à bien 	



ANNEXE III



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du PAM aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

CAD	coûts d'appui directs
CAI	coûts d'appui indirects
COMPAS	Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
TIEM	Transport interne, entreposage et manutention
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
SNMI	Santé et nutrition maternelles et infantiles
MISTS	normes minimales de sécurité des télécommunications
MORSS	normes minimales de sécurité opérationnelle dans les bâtiments d'habitation
MOSS	normes minimales de sécurité opérationnelle
ONG	organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCA	Vivres pour la création d'avoirs
VCT	Vivres contre travail
VPE	Vivres au profit de l'éducation
VPF	Vivres au profit de la formation